

Art. 3. Dit akkoord treedt in werking op 1 januari 1997.

Brussel, 25 juli 1997.

Voor de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter, belast met Onderwijs, de Audiovisuele Sector,
Hulpverlening aan de Jeugd, Kinderzorg en Gezondheidspromotie,
Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Financiën, Begroting en Ambtenarenzaken,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Voor de Vlaamse Gemeenschap :

De Vlaamse Minister van Financiën, Begroting en Gezondheidsbeleid,
Mevr. W. DEMEESTER

De Minister-President van de Vlaamse Regering,
L. VAN DEN BRANDE

Voor de Duitstalige Gemeenschap :

De Minister-President, Minister van Financiën,
Internationale Betrekkingen, Gezondheid, Gezin en Bejaarden, Sport en Toerisme,
J. MARAITE



F. 98 — 458

[S - C - 98/29085]

1^{er} DECEMBRE 1997. — Décret portant assentiment à l'accord de coopération du 25 juillet 1997 entre la Communauté française et la Communauté flamande concernant la perception de la redevance radio et télévision sur le territoire de la Région bilingue de Bruxelles-Capitale (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. L'accord de coopération, annexé au présent décret, concernant la perception de la redevance radio et télévision sur le territoire de la région bilingue de Bruxelles-Capitale, conclu le 25 juillet 1997 entre la Communauté française et la Communauté flamande, est approuvé.

Art. 2. Pour l'année 1998 un montant de 90,1 millions est repris sous l'allocation de base 41.02 du programme d'activité 16 de la division organique 11 du chapitre 1 du budget de la Communauté française au titre de dotation de fonctionnement général du service de perception de la redevance radio et télévision sur le territoire de la région bilingue de Bruxelles-Capitale.

Art. 3. Le présent décret produit ses effets le 1^{er} avril 1997.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles le 1^{er} décembre 1997.

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française,
chargée de l'Education, de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse, et de la Promotion de la Santé,
Mme L. ONKELINX

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, du Sport et des Relations internationales,
W. ANCIEN

Le Ministre de la Culture et de l'Education permanente,
Ch. PICQUE

Le Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

(1) *Session 1997-1998*

Documents du Conseil. — N^{os} 197, n^o 1 : projet de décret; n^o 2 : Rapport.

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 25 novembre 1997.

Annexe

**Accord de coopération entre la Communauté française et la Communauté flamande
concernant la perception de la redevance radio et télévision sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale**

Vu l'article 127 de la Constitution;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, notamment l'article 92bis inséré par la loi spéciale du 8 août 1988, et l'article 11, modifiés par la loi spéciale du 16 juillet 1993;

Vu la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, notamment l'article 5bis inséré par la loi spéciale du 16 juillet 1993;

Vu les décrets du 25 novembre 1997 de la Communauté française, du..... de la Communauté flamande, et du..... de la Communauté germanophone portant assentiment de l'Accord de coopération du 25 juillet 1997 passé entre les gouvernements des trois communautés constatant que les Communautés ont décidé, d'un commun accord, en application de l'article 5bis, § 5, de la loi spéciale du 16 janvier 1989, d'assurer elles-mêmes à partir de l'année 1997 le service de l'impôt communautaire constitué par la redevance radio et télévision;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française en date du 17 février 1997;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté flamande en date du 28 janvier 1997;

Considérant qu'il importe d'assurer, dans le respect des règles de droit qui s'y appliquent, la perception de cet impôt localisé dans la Région bilingue de Bruxelles-Capitale;

Considérant qu'à cet effet, il s'indique de créer une administration personnalisée, gérée conjointement par la Communauté française et la Communauté flamande;

La Communauté française, représentée par son Gouvernement en la personne de Mme Laurette Onkelinx, Ministre-Présidente et en la personne de M. Jean-Claude Van Cauwenberghe, Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique;

La Communauté flamande, représentée par son Gouvernement en la personne de M. Luc Van Den Brande, Ministre-Président et en la personne de Mme Wivina Demeester, Ministre des Finances, du Budget et de la Politique de la Santé;

Ont convenu de ce qui suit :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent accord de coopération, il faut entendre par :

1° Ministres communautaires des Finances : le Ministre de la Communauté française et le Ministre de la Communauté flamande, ayant chacun les Finances dans leurs attributions;

2° Loi spéciale du 16 janvier 1989 : la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions;

3° Impôt communautaire : la redevance radio et télévision visée par l'article 5bis de la loi spéciale du 16 janvier 1989 et perçue en Région bilingue de Bruxelles-Capitale;

4° Service : le Service redevance radio et télévision chargé de percevoir l'impôt communautaire en Région bilingue de Bruxelles-Capitale, au nom et pour compte respectivement de la Communauté française et de la Communauté flamande.

Art. 2. 1. Il est créé un organisme dénommé « Service redevance radio-télévision dans la Région bilingue de Bruxelles-Capitale — Dienst Kijk- en Luistergeld in het tweetalig Brusselse Hoofdstedelijk Gewest ». Le service est classé dans la catégorie A visée à l'article 1^{er} de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes publics; son siège est établi dans l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale.

2. Le Service est soumis aux règles d'organisation et de contrôle budgétaire et financier applicables aux organismes rangés dans la catégorie A de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public.

3. Le Service est placé sous la gestion et l'autorité conjointes des ministres communautaires des Finances.

4. Le Service succède, à la date d'entrée en vigueur du présent accord, aux droits et obligations du Service radio-télévision redevances de Belgacom existant à cette même date en matière de l'impôt communautaire perçu et à percevoir en Région bilingue de Bruxelles-Capitale.

Art. 3. Le Service a pour mission :

1° de percevoir, sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale, le produit de l'impôt communautaire;

2° d'assurer le contrôle de la perception de l'impôt communautaire, notamment par la recherche et la constatation des infractions aux dispositions légales, décrétales et réglementaires applicables en la matière;

3° de gérer le contentieux lié à la perception de l'impôt communautaire en assurant le recouvrement des sommes dues par les redevables, y compris par voie de contrainte;

4° d'instruire les demandes d'exonération et d'accorder les exonérations, aux conditions fixées légalement et moyennant l'accomplissement des formalités arrêtées de commun accord par les ministres communautaires des Finances;

5° de répartir le produit de la perception de l'impôt communautaire entre la Communauté française et la Communauté flamande, conformément à l'article 5bis, § 4, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 ainsi qu'aux modalités arrêtées de commun accord par les Gouvernements;

6° de verser le produit net de la perception de l'impôt communautaire, tel que déterminé à l'article 6, à la Communauté française et à la Communauté flamande, conformément aux modalités arrêtées de commun accord par les Gouvernements.

Art. 4. 1. L'établissement et la perception de l'impôt communautaire s'opèrent par voie d'enrôlement ou par tout autre mode déterminé de commun accord par le Gouvernement de la Communauté française et par le Gouvernement de la Communauté flamande.

Aussi longtemps qu'il n'en a pas été disposé autrement de commun accord entre les Gouvernements de la Communauté française et de la Communauté flamande, le régime de perception organisé par la loi du 13 juillet 1987 relative aux redevances radio et télévision et ses arrêtés d'exécution reste d'application.

2. Les modalités techniques de procédure pour la perception de l'impôt communautaire, à définir en exécution des dispositions visées au § 1^{er} du présent article, sont arrêtées de commun accord par les ministres communautaires des Finances.

Art. 5. 1. Pour l'exercice des missions définies ci-dessus, le Service bénéficie de dotations octroyées par le Gouvernement de la Communauté française et le Gouvernement de la Communauté flamande, dans la limite des crédits inscrits à cette fin à leurs budgets.

2. Les dotations octroyées sont déterminées comme suit :

— la Communauté française et la Communauté flamande prennent en charge, chacune pour ce qui la concerne, les dépenses afférentes au personnel du Service, réparti selon les deux rôles linguistiques;

— la Communauté française et la Communauté flamande prennent en charge les autres dépenses liées au fonctionnement du Service, selon les quotités respectives de 80 % et de 20 %;

— dans l'hypothèse où le nombre de fonctionnaires par rôle linguistique dépasserait la quantité de 80 % pour la Communauté française ou 20 % pour la Communauté flamande, la Communauté dont le quota est dépassé a le droit d'imposer aux fonctionnaires de son rôle linguistique des tâches liées à la redevance radio et télévision autres que la perception sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale.

3. Les subventions inscrites aux budgets de la Communauté française et de la Communauté flamande sont mises à la disposition du Service, selon des modalités fixées de commun accord par les ministres communautaires des Finances.

Art. 6. 1. Le budget et les comptes du Service enregistrent distinctement les opérations relatives à la perception de l'impôt communautaire et les opérations relatives au fonctionnement.

2. Les opérations relatives à la perception de l'impôt communautaire comportent exclusivement :

— en recettes, le produit brut de toutes les recettes, en ce compris les amendes;

— en dépenses, les remboursements des sommes indûment perçues ainsi que les versements du produit net de l'impôt communautaire à la Communauté française et à la Communauté flamande;

— le produit net de l'impôt communautaire est constitué par la différence entre le produit brut des recettes et les remboursements des sommes indûment perçues.

3. Les opérations relatives au fonctionnement comportent exclusivement les recettes et les dépenses liées à l'administration.

Art. 7. 1. Le fonctionnaire dirigeant le Service et le fonctionnaire dirigeant adjoint sont investis des pouvoirs de gestion journalière.

2. Le fonctionnaire dirigeant et le fonctionnaire dirigeant adjoint appartiennent à des rôles linguistiques différents.

3. Les ministres communautaires des Finances déterminent de commun accord les actes relevant de cette gestion journalière ainsi que les délégations de pouvoir en matière de fonctionnement général, de marchés publics et de personnel du Service.

Art. 8. Le Gouvernement de la Communauté française et le Gouvernement de la Communauté flamande fixent, de commun accord, le cadre du Service et le statut du personnel.

Art. 9. Le personnel du Service est composé :

1° du fonctionnaire dirigeant et son adjoint visés à l'article 7, alinéa 2;

2° des fonctionnaires ou agents statutaires mis à disposition par l'Etat fédéral, la Communauté française, la Communauté flamande ou toute autre personne de droit public;

3° des fonctionnaires ou agents du Service;

4° éventuellement, des membres du personnel contractuel du Service.

Art. 10. La qualité d'officier de police judiciaire est attribuée aux fonctionnaires et agents du Service redevance radio-télévision, chargés de la constatation des infractions à la loi du 13 juillet 1987 relative à la redevance radio et télévision, ainsi qu'aux arrêtés pris en exécution de ceux-ci.

Art. 11. Les ministres communautaires des Finances sont autorisés à conclure une convention de manière à assurer le service de l'impôt communautaire durant une période transitoire prenant cours à partir du 1^{er} janvier 1997.

Art. 12. Pour l'année 1997, un montant de 59,5 millions est repris sous l'allocation de base 01.01.40 du programme 4 de la division organique 40 du tableau 2 du budget de la Communauté française au titre de dotation de fonctionnement général du « Service redevance radio-télévision de la Région bilingue de Bruxelles-Capitale — Dienst Kijk- en Luistergeld in het tweetalig Brusselse Hoofdstedelijk Gewest » et un montant de 16 millions est repris sous l'allocation de base... du budget de la Communauté flamande au titre de dotation de fonctionnement général du Service.

Le budget relatif de l'organisme pour l'année 1997, tel qu'annexé au présent accord, est approuvé.

Ces dotations couvriront les dépenses de gestion ainsi que les frais de toute nature liés à la mise en place du Service.

Art 13. Le présent accord entre en vigueur le 1^{er} janvier 1997 et est conclu pour une durée indéterminée. Il ne peut être résilié que de la volonté commune des deux parties.

Une évaluation du contenu et des modalités d'application du présent accord sera organisée au cours du premier semestre 2002.

Bruxelles, le 25 juillet 1997.

Pour la Communauté française :

La Ministre-Présidente chargée de l'Education,
de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,
Mme L. ONKELINX

Le Ministre des Finances, du Budget et de la Fonction publique,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Pour la Communauté flamande :

La Ministre flamande des Finances, du Budget et de la Politique de la Santé,
Mme W. DEMEESTER

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
L. VAN DEN BRANDE

VERTALING

N. 98 — 458

[S - C - 98/29085]

1 DECEMBER 1997. — Decreet houdende toestemming in het samenwerkingsakkoord van 25 juli 1997 tussen de Franse Gemeenschap en de Vlaamse Gemeenschap betreffende de heffing van het kijk- en luistergeld op het grondgebied van het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad (1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Het bij dit decreet gevoegde samenwerkingsakkoord betreffende de heffing van het kijk- en luistergeld op het grondgebied van het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad, gesloten op 25 juli 1997 tussen de Franse Gemeenschap en de Vlaamse Gemeenschap, wordt goedgekeurd.

Art. 2. Voor het jaar 1998 wordt een bedrag van 90,1 miljoen ingeschreven onder basisallocatie 41.02 van activiteitenprogramma 16 van organisatie-afdeling 11 van hoofdstuk 1 van de begroting van de Franse Gemeenschap als dotatie voor algemene werking van de dienst voor heffing van het kijk- en luistergeld op het grondgebied van het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad.

Art. 3. Dit decreet heeft uitwerking met ingang van 1 april 1997.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 1 december 1997.

De Minister-Voorzitster van de Regering van de Franse Gemeenschap, belast met Onderwijs,
de Audiovisuele Sector, Hulpverlening aan de Jeugd, Kinderwelzijn en Gezondheids promotie,
Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Sport en Internationale Betrekkingen,
W. ANCIEN

De Minister van Cultuur en Permanente Opvoeding,
Ch. PICQUE

De Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Bijlage

Samenwerkingsakkoord tussen de Franse Gemeenschap en de Vlaamse Gemeenschap betreffende de heffing van het kijk- en luistergeld op het grondgebied van het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad

Gelet op artikel 127 van de Grondwet;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 92bis, ingevoegd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988, en op artikel 11, gewijzigd bij de bijzondere wet van 16 juli 1993;

Gelet op de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten, inzonderheid op artikel 5 bis, ingevoegd bij de bijzondere wet van 16 juli 1993;

Gelet op de decreten van 25 november 1997 van de Franse Gemeenschap, van... van de Vlaamse Gemeenschap en van... van de Duitstalige Gemeenschap houdende goedkeuring van het samenwerkingsakkoord van 25 juli 1997 gesloten tussen de Regeringen van de drie Gemeenschappen waaruit blijkt dat de Gemeenschappen in onderlinge overeenstemming hebben besloten, met toepassing van artikel 5bis, § 5, van de bijzondere wet van 16 januari 1989, vanaf 1997 zelf te zorgen voor de dienst van de gemeenschapsbelasting die bestaat uit het kijk- en luistergeld;

Gelet op de beslissing van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 februari 1997;

Gelet op de beslissing van de Regering van de Vlaamse Gemeenschap van 28 januari 1997;

Overwegende dat het zaak is die in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad gelocaliseerde belasting te heffen met naleving van de daarop van toepassing zijnde rechtsregels;

Overwegende dat het aangewezen is te dien einde een geïndividualiseerde administratie op te richten die gezamenlijk wordt beheerd door de Franse Gemeenschap en de Vlaamse Gemeenschap;

De Franse Gemeenschap, vertegenwoordigd door haar Regering in de persoon van Mevr. Laurette Onkelinx en de heer Jean-Claude Van Cauwenberghe, Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken;

De Vlaamse Gemeenschap, vertegenwoordigd door haar Regering in de persoon van de heer Luc Van Den Brande, Minister-President, en Mevr. Wivina Demeester, Minister van Financiën, Begroting en Gezondheidsbeleid,

Zijn overeengekomen als volgt :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit samenwerkingsakkoord wordt verstaan onder :

1° Gemeenschapsministers van Financiën : de Minister van de Franse Gemeenschap en de Minister van de Vlaamse Gemeenschap die elk bevoegd zijn voor Financiën;

2° Bijzondere wet van 16 januari 1989 : de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten;

3° Gemeenschapsbelasting : het kijk- en luistergeld bedoeld in artikel 5bis van de bijzondere wet van 16 januari 1989 dat wordt geheven in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad;

4° Dienst : de Dienst Kijk- en Luistergeld die belast is met de inning van de gemeenschapsbelasting in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad in naam en voor rekening van respectievelijk de Franse Gemeenschap en de Vlaamse Gemeenschap.

Art. 2. 1. Er wordt een instelling opgericht, genoemd « service Redevance Radio-Télévision dans la Région bilingue de Bruxelles-Capitale - Dienst Kijk- en Luistergeld in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad » De Dienst wordt gerangschikt onder categorie A bedoeld bij artikel 1 van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut; zijn zetel is gelegen in het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad.

(1) Zitting 1997-1998 :

Stukken van de Raad. — Ontwerp van decreet : nr. 197-1. — Verslag : nr. 197-2.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 25 november 1997.

2. Op de Dienst zijn de regels inzake organisatie en budgettaire en financieel toezicht van toepassing die gelden voor de instellingen die behoren tot de categorie A van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut.

3. De Dienst staat onder het gezamenlijk beheer en gezag van de Gemeenschapsministers van Financiën.

4. Op de dag van de inwerkingtreding van dit akkoord volgt de Dienst op in de rechten en de plichten van de op die datum bestaande Dienst Kijk- en Luistergeld van BELGACOM met betrekking tot de geïnde en de te innen gemeenschapsbelasting in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad.

Art. 3. De Dienst heeft tot taak :

1° de opbrengst van de gemeenschapsbelasting te innen op het grondgebied van het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad;

2° toezicht uit te oefenen op de inning van de gemeenschapsbelasting, meer bepaald door het opsporen en vaststellen van overtredingen van wettelijke, decretale en reglementaire bepalingen ter zake;

3° de geschillen te behandelen die rijzen in verband met de inning van de gemeenschapsbelasting en de door de belastingplichtigen verschuldigde sommen terug te vorderen, daaronder begrepen bij dwangbevel;

4° de aanvragen om vrijstelling te behandelen en de vrijstellingen te verlenen volgens de wettelijk bepaalde regels en mits de formaliteiten worden vervuld die in onderlinge overeenstemming zijn vastgesteld door de Gemeenschapsministers van Financiën;

5° de opbrengst van de heffing van de gemeenschapsbelasting te verdelen tussen de Franse Gemeenschap en de Vlaamse Gemeenschap, overeenkomstig artikel 5 *bis*, § 4 van de bijzondere wet van 16 januari 1989 en volgens de regels die in onderlinge overeenstemming zijn vastgesteld door de Regeringen;

6° de netto-opbrengst van de geheven gemeenschapsbelasting zoals bepaald in artikel 6, aan de Franse Gemeenschap en de Vlaamse Gemeenschap te storten, overeenkomstig de wijze die in onderlinge overeenstemming is vastgesteld door de Regeringen.

Art. 4. 1. De berekening en de heffing van de gemeenschapsbelasting gebeurt door inschrijving in het kohier of elke andere wijze die in onderlinge overeenstemming is bepaald door de Regering van de Franse Gemeenschap en de Regering van de Vlaamse Gemeenschap.

Zolang niet anders in onderlinge overeenstemming door de Regering van de Franse Gemeenschap en door de Regering van de Vlaamse Gemeenschap is bepaald, blijven het invorderingsstelsel dat geregeld wordt door de wet van 13 juli 1987 betreffende het kijk- en luistergeld en haar uitvoeringsbesluiten, van toepassing.

2. De technische procedureregels voor de heffing van de gemeenschapsbelasting die moeten worden bepaald ter uitvoering van § 1 van dit artikel, worden vastgesteld in onderling overeenstemming door de Gemeenschapsministers van Financiën.

Art. 5. 1. Voor de vervulling van voormelde taken, verlenen de Regering van de Franse Gemeenschap en de Regering van de Vlaamse Gemeenschap dotaties aan de Dienst, binnen de grenzen van de kredieten die daartoe zijn uitgetrokken op hun begrotingen.

2. De toegekende dotaties worden als volgt vastgesteld :

— de Franse Gemeenschap en de Vlaamse Gemeenschap nemen, elk wat haar betreft, de personeelsuitgaven van de Dienst ten laste, verdeeld volgens beide taalrollen;

— de Franse Gemeenschap en de Vlaamse Gemeenschap nemen de andere werkingsuitgaven van de Dienst ten laste, respectievelijk voor 80 % en 20 %;

— in de hypothese dat het aantal ambtenaren per taalrol de verhouding 80 % voor de Franse Gemeenschap en 20 % voor de Vlaamse Gemeenschap zou overschrijden, dan heeft de Gemeenschap wier verhouding is overschreden het recht om aan de ambtenaren van haar taalrol bijkomende opdrachten te geven die betrekking hebben op het Kijk- en Luistergeld, maar verschillend zijn van de inning op het grondgebied van het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad.

3. De subsidies die zijn uitgetrokken op de begrotingen van de Franse Gemeenschap en van de Vlaamse Gemeenschap worden uitgekeerd aan de Dienst volgens de regels die in onderlinge overeenstemming zijn vastgesteld door de Gemeenschapsministers van Financiën.

Art. 6. 1. In de begroting en de rekeningen van de Dienst worden de verrichtingen inzake de inning van de gemeenschapsbelasting en de werking afzonderlijk ingeschreven.

2. De verrichtingen inzake de inning van de gemeenschapsbelasting bestaan uitsluitend

— qua ontvangsten, uit de bruto-opbrengst van alle ontvangsten, met inbegrip van de boeten;

— qua uitgaven, uit de terugbetaling van de onterecht geïnde sommen alsook de storting van de netto-opbrengst van de gemeenschapsbelasting aan de Franse Gemeenschap en de Vlaamse Gemeenschap;

de netto-opbrengst van de gemeenschapsbelasting bestaat uit het verschil tussen de bruto-opbrengst van de ontvangsten en de terugbetaling van de onterecht geïnde sommen.

3. De verrichtingen inzake de werking bestaan uitsluitend uit de ontvangsten en de uitgaven voor administratieve doeleinden.

Art. 7. 1. De leidend ambtenaar van de Dienst en de adjunct-leidend ambtenaar zijn bevoegd voor het dagelijks bestuur.

2. De leidend ambtenaar en de adjunct-leidend ambtenaar zijn van een verschillende taalrol.

3. De Gemeenschapsministers van Financiën bepalen in onderlinge overeenstemming de handelingen van dagelijks bestuur alsook de bevoegdheidsdelegaties inzake algemene werking, overheidsopdrachten en personeel van de Dienst.

Art. 8. De Regering van de Franse Gemeenschap en de Regering van de Vlaamse Gemeenschap stellen in onderlinge overeenstemming de personeelsformatie van de Dienst vast.

Art. 9. Het personeel van de Dienst is als volgt samengesteld :

1° de leidend ambtenaar en zijn adjunct, bedoeld bij artikel 7, lid 2;

2° statutaire personeelsleden die ter beschikking zijn gesteld door de Federale Staat, de Franse Gemeenschap, de Vlaamse Gemeenschap of elke andere publieke rechtspersoon;

3° ambtenaren van de Dienst;

4° eventueel contractueel personeel van de Dienst.

Art. 10. De hoedanigheid van officier van de gerechtelijke politie wordt toegekend aan de ambtenaren van de Dienst Kijk- en Luistergeld die belast zijn met het vaststellen van overtredingen van de wet van 13 juli 1987 betreffende het kijk- en luistergeld alsook van de uitvoeringsbesluiten ervan.

Art. 11. De Gemeenschapsministers van Financiën worden gemachtigd een overeenkomst af te sluiten om te voorzien in de dienst van de gemeenschapsbelasting gedurende een overgangperiode die ingaat op 1 januari 1997.

Art. 12. Voor het jaar 1997 wordt een bedrag van 59,5 miljoen ingeschreven op de basisallocatie 01.01.40 van programma 4 van de organisatie-afdeling 40 van tabel 2 van de begroting van de Franse Gemeenschap als dotatie voor algemene werking van de "Service redevance radio-télévision de la Région bilingue de Bruxelles-Capitale - Dienst Kijk- en Luistergeld in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad" en wordt een bedrag van 16 miljoen ingeschreven op basisallocatie... van de begroting van de Vlaamse Gemeenschap als dotatie voor algemene werking van de Dienst.

De begroting betreffende de instelling voor het jaar 1997, gevoegd bij dit akkoord, wordt goedgekeurd.

Die dotaties dekken de beheersuitgaven en alle andere kosten die gemaakt worden naar aanleiding van de oprichting van de Dienst.

Art. 13. Dit akkoord treedt in werking op 1 januari 1997 en is gesloten voor onbepaalde duur. Het kan alleen worden opgezegd met toestemming van beide partijen.

Een evaluatie van de inhoud en de toepassingsmodaliteiten zal plaatsvinden in de loop van het eerste semester van 2002.

Brussel, 25 juli 1997.

Voor de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter, belast met Onderwijs, de Audiovisuele Sector,
Hulpverlening aan de Jeugd, Kinderwelzijn en Gezondheids promotie,
Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Voor de Vlaamse Gemeenschap :

De Vlaamse Minister van Financiën, Begroting en Gezondheidsbeleid,
Mevr. W. DEMEESTER

De Minister-President van de Vlaamse Regering,
L. VAN DEN BRANDE



F. 98 — 459

[S - C - 98/29084]

1^{er} DECEMBRE 1997. — Décret portant création du service de perception de la redevance radio et télévision de la Communauté française (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Il est institué, sous la dénomination « Service de perception de la redevance radio et télévision de la Communauté française » un organisme d'intérêt public doré de la personnalité juridique, ci-après dénommé « Le Service ». Son siège est établi à Namur.

Le Service est classé dans la catégorie A visée à l'article 1^{er} de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public. Les dispositions de cette loi sont applicables pour autant qu'il n'y soit pas dérogé par le présent décret.

Le Service succède aux droits et obligations du Service Radio-Télévision Redevances de Belgacom en ce qui concerne la perception de la redevance radio et télévision, visée par l'article 5bis de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, localisée dans la Région de langue française ci-après dénommé « la redevance ».

Art. 2. Le Service a pour mission :

- 1° d'assurer la perception de la redevance et d'en verser directement le produit à la Communauté française;
- 2° d'assurer le contrôle de la perception de l'impôt communautaire, notamment par la recherche et la constatation des infractions aux dispositions légales, décrétales et réglementaires applicables en la matière,
- 3° d'exercer, en son nom propre et pour le compte de la Communauté, les droits et obligations, les contraintes et les actions en justice, tant en demandant qu'en défendant, relatifs à la redevance;
- 4° d'instruire les demandes d'exonération et d'accorder les exonérations, aux conditions fixées légalement et moyennant l'accomplissement des formalités arrêtées par le Gouvernement de la Communauté française.

Art. 3. La perception de l'impôt communautaire s'opère par voie d'enrôlement ou par tout autre mode déterminé par le Gouvernement de la Communauté française. Aussi longtemps qu'il n'en a pas été disposé autrement par le Gouvernement de la Communauté française, le régime de perception organisé par la loi du 13 juillet 1987 relative aux redevances radio et télévision et ses arrêtés d'exécution reste d'application.

Art. 4. 1° Pour l'exercice des missions définies ci-dessus, le Service bénéficie d'une dotation octroyée par le Gouvernement de la Communauté française, dans la limite des crédits inscrits à cette fin à son budget.

La dotation couvre les dépenses de fonctionnement général du Service en ce compris les dépenses du personnel et le remboursement par le Service des sommes indûment perçues par la Communauté française à l'intervention du Service.

(1) *Session 1997-1998 :*

Documents du Conseil. — n^{os} 198, n^o 1. — *Projet de décret :* n^o 2. — *Rapport.*

Compte rendu intégral. — *Discussion et adoption.* Séance du 25 novembre 1997.